

"Peur" chez les journalistes au Burundi

BBC Afrique, 11 juin 2015 Selon l'organisation de défense des droits, Amnesty International, les menaces se sont intensifiées ces dernières semaines contre les journalistes au Burundi. Amnesty affirme dans un communiqué de presse que les autorités burundaises ont durci le ton contre les médias depuis la tentative de coup d'Etat de mai dernier.

Le Burundi vit dans une impasse politique depuis que le président sortant, Pierre Nkurunziza, a annoncé sa candidature pour un troisième mandat. Sa candidature est jugée anticonstitutionnelle par l'opposition et une bonne partie de la société civile burundaise. La capitale burundaise, Bujumbura, a été le théâtre d'une série de manifestations violentes. Amnesty estime qu'au vu de la situation, la liberté de la presse est essentielle pour assurer une couverture médiatique afin de fournir les informations nécessaires au public. "L'intimidation est réelle et a provoqué un climat de peur chez les journalistes", a déclaré Sarah Jackson, directrice adjointe du programme Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Région des Grands Lacs d'Amnesty International. "Si la police tire sur des manifestants pacifiques, les journalistes doivent pouvoir en faire état. Si des citoyens burundais fuient le pays, les journalistes doivent être libres d'en faire état également", ajoute Mme Jackson. Les autorités burundaises ont fermé les trois radios privées du pays, les accusant d'appeler à l'insurrection. Amnesty évoque cette fermeture pour étayer ses inquiétudes mais l'organisation fait aussi état d'intimidation contre des journalistes de la presse étrangère. "Le 6 juin, David Thomson, journaliste pour Radio France Internationale (RFI), a reçu des appels téléphoniques menaçants et un SMS de la part de hauts responsables burundais", déclare Amnesty. L'ONG souligne en outre le cas d'un journaliste de France 24 dont elle dit: "Un représentant de l'Etat lui a signifié que sa présence au Burundi incitait les gens à manifester." Les manifestations contre la candidature du président Nkurunziza ont faibli ces derniers jours, et certains observateurs estiment que cela est en partie lié au silence-radio qui a été imposé aux médias dans le pays.